

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Direction des Services Financiers

DECISION N° DSF/2026-02

Le Maire de la commune de Saint-Pierre,

Vu les articles L 2121-29, L 2122-21 al 6° et L 2122-22 al. 3° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 43/2141 en date du 17 décembre 2025 adoptant le budget de la ville de Saint-Pierre pour l'exercice 2026,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2/22 en date du 15 avril 2026, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil Municipal accordée au maire en matière de gestion de dette et de trésorerie pour l'exercice 2026,

Vu la proposition commerciale de Banque Postale en date du 24 septembre 2026 pour la réalisation d'un concours financier d'un montant total de 10 000 000 € destiné au financement partiel des dépenses d'investissement 2026 du budget principal,

Après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2026-17 y attachées proposées par La Banque Postale,

Considérant que l'exécution budgétaire nécessite la mobilisation d'emprunts inscrits au budget et destinés au financement des investissements,

Décide

Article 1 : de contracter auprès de Banque Postale un concours financier d'un montant total de 10 000 000 € destiné au financement partiel des dépenses d'investissement 2026 du budget principal, dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

Score Gissler : 1A
Montant du contrat de prêt : 10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt : 20 ans et 7 mois
Objet du contrat de prêt : financer les investissements du BP 2026

Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée : 6 mois, soit du 24/11/2026 au 24/05/2027
Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR
Montant minimum de versement : 150 000,00 EUR

Taux d'intérêt annuel : index ESTR assorti d'une marge de +1,34 %
Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé
Revolving : oui
Montant minimum du remboursement : 150 000,00 EUR

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 24/05/2027 au 01/06/2047

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 24/05/2027 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.

Montant : 10 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement : 20 ans et 1 mois
Taux d'intérêt annuel : à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit :
index EURIBOR 3 mois, assorti d'une marge de +1,16 %
Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement : constant
Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.
Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.
La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète.
Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,25%.
Option de passage à taux fixe : oui

Commissions

Commission d'engagement : 0,10 % du montant du contrat de prêt
Commission de non-utilisation : 0,10 %
Pourcentage : 0,10 %

Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20261012-DSF2026-02-BF
Date de télétransmission : 12/10/2026
Date de réception préfecture : 12/10/2026

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec Banque Postale, notamment la convention de financement et la demande de réalisation de fonds.

Article 3 : Délai de recours

En application des dispositions du décret n° 65-25 du 11/01/65 modifié le 28/11/83 et du III de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation de Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté, qui sera exécutoire au jour de sa transmission au représentant de l'Etat, sera notifié à la Banque Postale.

Fait à Saint-Pierre le 12 octobre 2026.

Le Maire

**Le Maire
David LORION**



Le Maire de la commune de Saint-Pierre certifie
sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.